

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AVIS DIVERS
	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE		
	Six mois	Un an	Six mois	Un an	
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'imprimerie nationale à Rufisque.	Sénégal et autres Etats de la CEDEAO 15.000f 31.000f.				La ligne 1.000 francs
Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.	Etranger : France, RDC R.C.A. Gabon, Maroc. Algérie, Tunisie. - - 20.000f. 40.000f				Chaque annonce répétée... Moitié prix
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Etranger : Autres Pays 23.000f 46.000f				(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).
	Prix du numéro Année courante 600 f Année ant. 700f.				
	Par la poste : Majoration de 130 f par numéro				Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 1520790 630/81
	Journal légalisé 900 f - Par la poste -				

S O M M A I R E

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA TRANSFORMATION DU SECTEUR PUBLIC

2023	
23 mars	Décret n° 2023-678 portant statut particulier du cadre des fonctionnaires des affaires juridiques 373
23 mars	Décret n° 2023-693 portant organisation du Ministère de la Fonction publique et de la Transformation du Secteur public 381

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces	389
----------------	-----

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA TRANSFORMATION DU SECTEUR PUBLIC

Décret n° 2023-678 du 23 mars 2023 portant statut particulier du cadre des fonctionnaires des affaires juridiques

RAPPORT DE PRESENTATION

L'audit physique et biométrique des agents de l'Etat, réalisé en 2012, a permis de constater beaucoup de dysfonctionnements dans la gestion des ressources humaines de l'Etat. Il a, également, permis de comprendre que l'inexistence d'un cadre de fonctionnaires dédié aux affaires juridiques a pu participer aux dysfonctionnements constatés.

C'est ainsi que le décret n° 2017-313 du 15 février 2017 instituant un Secrétariat général dans les ministères prévoit que le Secrétariat général comprend, entre autres, un organe chargé de la législation.

En outre, les exigences d'ordre juridique liées à l'étude et à l'élaboration des projets de textes législatifs ou réglementaires dans l'Administration ont conduit à la prise de la circulaire primatorale n° 0030 CAB/PM/SGG/DSL du 18 décembre 2014 demandant la création, au sein des différents départements ministériels, d'une cellule juridique rattachée au Secrétariat général du ministère ou au cabinet, selon le cas. Cette demande a été réitérée par la circulaire primatorale n° 000260 PM/CAB/SGG/DSL/db du 27 mars 2017 qui suggère, la nomination, de préférence, d'un juriste, comme coordonnateur de la cellule juridique.

Par ailleurs, il est constaté que les juristes constituent une fraction non négligeable des agents de l'Etat et occupent diverses fonctions dans l'Administration.